

Action de masse et révolution

(traduit du *Neue Zeit*, 30^e année, 2^e vol, 1912)

L'évolution politique et sociale au cours de ces dernières années a placé toujours plus la question des actions de masse sur le devant de la scène. A partir des enseignements de la Révolution russe, les actions de masse ont été prises en compte en 1905, sur le plan théorique, comme appartenant à l'arsenal de la lutte de classe ; en 1908 et 1910, elles ont, d'un seul coup, pratiquement, fait une entrée en scène grandiose dans le combat pour la réforme du système électoral en Prusse ; et depuis, rejetées, de façon momentanée seulement, à l'arrière-plan par les besoins de la lutte électorale, elles ont été l'objet de débats et de discussions approfondis. Ce n'est pas un hasard. Cela découle, d'une part, de la force croissante du prolétariat et, de l'autre, c'est une conséquence inévitable de la nouvelle figure du capitalisme que nous désignons du terme d'impérialisme.

D'où provient l'impérialisme, et quelles sont ses forces motrices, c'est une question que nous n'aborderons pas ici ; procédons simplement à l'inventaire des phénomènes qui le caractérisent et des effets qu'il engendre : la politique de grande puissance, la course aux armements, notamment la construction de flottes de guerre, les conquêtes coloniales, la pression fiscale croissante, le danger de guerre, la montée dans la bourgeoisie d'un état d'esprit agressif, d'une mentalité de maître du monde, le triomphe de la réaction en politique intérieure, le coup d'arrêt porté aux réformes sociales, le renforcement des liens de solidarité au sein du patronat, l'aggravation des conditions de la lutte syndicale, la cherté croissante de la vie. Tout ceci oblige la classe ouvrière à mener le combat de façon différente. Dans le passé, elle a pu, parfois, nourrir l'espoir qu'elle pourrait aller de l'avant lentement mais sûrement : grâce à l'amélioration des conditions de travail au plan syndical, grâce aux réformes sociales et à l'extension de ses droits politiques, au plan politique. Mais maintenant, elle doit mobiliser toutes ses forces pour ne pas être délogée de ses positions, en ce qui concerne son niveau de vie et les droits qu'elle a conquis. *Elle était à l'offensive, elle est maintenant acculée à la défensive.* De ce fait, la lutte de classe gagne en acuité et tend à se généraliser ; la force motrice du combat, ce n'est plus l'espoir d'améliorer sa situation, c'est, de façon croissante, la triste nécessité de faire face à la détérioration de ses conditions de vie. L'impérialisme fait peser de nouveaux dangers, de nouvelles catastrophes sur les masses populaires – classes petites-bourgeoises aussi bien qu'ouvriers –, il fouette ainsi leur résistance ; les impôts, le renchérissement de la vie, les dangers de guerre les contraignent à se défendre avec bec et ongles. Mais ces facteurs n'ont leur origine qu'en partie dans les décrets parlementaires, et ce n'est donc que partiellement qu'ils peuvent être combattus au Parlement. Il faut que les masses elles-mêmes entrent en lice, qu'elles fassent valoir directement leurs prérogatives, qu'elles exercent une pression sur la classe dominante. A cette nécessité s'ajoutent les possibilités qu'offre la force croissante du prolétariat ; la contradiction entre l'impuissance du Parlement, celle de nos fractions parlementaires à combattre ces phénomènes, et la conscience sans cesse accrue que le prolétariat a de sa force, l'aiguise. Pour cette raison, les actions de masse sont une conséquence naturelle du développement du capitalisme moderne en impérialisme, elles sont sans cesse davantage la forme de combat qui s'impose contre lui.

L'impérialisme et les actions de masse sont des phénomènes nouveaux dont on ne peut saisir et maîtriser l'essence et l'importance que petit à petit. Ce n'est que grâce à la discussion ouverte dans le Parti que l'on y parviendra, et c'est pour cette raison que la plupart des débats dans le Parti au cours des dernières années tournent autour de ces questions. Ces discussions transforment notre façon de penser et de sentir, *elles orientent les esprits dans une nouvelle direction* qui dépasse l'opposition entre radicalisme et révisionnisme découlant avant tout de la tactique de lutte parlementaire. Elles divisent, provisoirement ou durablement, ceux qui, jusqu'alors, menaient le combat au coude à coude, ne se connaissaient pas de divergences ; ce phénomène entraîne, dès que la discussion commence à s'enflammer, de pénibles et regrettables malentendus qui donnent aux débats une tournure particulièrement âpre. Il est d'autant plus nécessaire, si l'on veut éclaircir ces divergences, de débattre des fondements de la tactique de combat du prolétariat. Nous allons articuler notre propos, pour avancer dans le débat, à deux articles du camarade Kautsky essentiellement, qui ont été publiés l'an dernier.

Le pouvoir de la bourgeoisie et celui du prolétariat

Le pouvoir d'Etat est l'organe de la société qui dispose du droit et de la loi. La domination politique, la maîtrise du pouvoir d'Etat, tel doit donc être le but de toute classe révolutionnaire. La conquête du pouvoir politique est la condition préalable du socialisme. Actuellement, la bourgeoisie dispose du pouvoir d'Etat et l'utilise de façon à façonner le droit et la loi dans le sens de ses intérêts capitalistes, et ainsi à les maintenir. Mais elle se trouve réduite de plus en plus à une position de minorité qui, de surcroît, joue un rôle décroissant sur le plan économique, dans le procès de production. La classe ouvrière constitue une majorité toujours plus forte de la population, c'est elle qui remplit la fonction économique la plus importante ; c'est ce facteur qui fait qu'à coup sûr elle sera capable de conquérir le pouvoir politique.

Il faut examiner de plus près les conditions et les méthodes de cette révolution politique. Pourquoi la classe ouvrière, bien que par son nombre et son poids économique elle l'emporte sur la bourgeoisie, n'a-t-elle encore jamais pu imposer sa domination ?

Comment, comme ce fut presque toujours le cas au cours de l'histoire de la civilisation, une petite minorité d'exploiteurs a-t-elle pu imposer sa domination à une grande masse populaire exploitée ? C'est qu'interviennent ici beaucoup d'autres facteurs sur lesquels se fonde sa domination.

Le premier d'entre eux, c'est la supériorité de la minorité dominante *sur le plan intellectuel*. En tant que classe qui vit de la plus-value et dirige la production, elle dispose du monopole de la formation intellectuelle, de la connaissance scientifique ; sa vision globale qui embrasse l'ensemble de la société lui permet, même quand elle est menacée très sérieusement par les masses en rébellion, à découvrir de nouvelles ressources et de duper les masses pleines de naïveté, tantôt grâce à sa confiance en elle-même et sa capacité d'endurer, tantôt en portant des coups fourrés. Qu'il suffise de citer, à titre d'exemple, les soulèvements d'esclaves dans l'Antiquité et toutes les révoltes paysannes au Moyen Age. Le pouvoir spirituel est le pouvoir le plus important dans le monde humain. Dans la société bourgeoise où une certaine formation intellectuelle devient le patrimoine commun de toutes les classes, ce n'est plus tant la classe dominante qui s'assure le monopole de l'activité intellectuelle que la bourgeoisie qui impose sa domination intellectuelle à la masse populaire. Grâce à l'Ecole, l'Eglise, la presse bourgeoise, elle empoisonne sans répit les grandes masses du prolétariat avec des idées bourgeoises. Cette dépendance intellectuelle vis-à-vis de la bourgeoisie constitue la principale cause de la faiblesse du prolétariat.

Le second facteur, le plus important, sur lequel se fonde la force de la classe dominante, c'est, par ailleurs, la rigidité, la solidité de son organisation. Un petit nombre de personnes bien organisé est toujours plus fort qu'une masse importante mais dépourvue d'organisation. *Cette organisation de la classe dominante est le pouvoir d'Etat*. Elle se présente comme l'ensemble des employés de l'Etat qui, disséminés partout dans les masses populaires y représentent les autorités, tout en étant dirigés d'une façon particulière par le siège central du gouvernement. L'unité de volonté qui part du sommet constitue la force intrinsèque et l'essence de cette organisation. Ainsi, elle dispose d'une supériorité morale colossale qui se traduit par l'assurance avec laquelle elle agit face aux masses dépourvues de cohésion, dépourvues de toute volonté commune. Elle est en quelque sorte une gigantesque pieuvre dont les tentacules très fines, mises en mouvement par le cerveau situé au centre, pénètrent dans tous les coins et recoins du pays, elle constitue un organisme cohérent face auquel les autres hommes, quel que puisse être leur nombre, ne sont que des atomes impuissants. Chaque individu séparé qui ne fait pas montre d'obéissance est, pour ainsi dire, automatiquement saisi et écrasé par cet ingénieux mécanisme ; les masses le savent, et c'est pour cela qu'elles ne bronchent pas.

Mais que l'esprit de rébellion s'empare des masses et voilà que s'évanouit leur respect de l'autorité, voilà que s'assemblent les atomes, mus par l'idée qu'ils viendront aisément à bout de quelques fonctionnaires ; mais l'Etat dispose alors encore de très puissants moyens d'action : l'armée, la police. Celles-ci, il est vrai, ne constituent que de petits détachements, des minorités, mais elles sont équipées d'armes meurtrières, soudées ensemble par une sévère discipline militaire qui en fait des formations invulnérables agissant comme des machines, des automates entre les mains de ceux qui les commandent. Face à cette puissance, la masse populaire, même quand elle cherche à s'armer, demeure sans défense.

Une classe montante peut s'emparer du pouvoir d'Etat et le conserver, en raison de ce qu'elle représente sur le plan économique, en raison de sa force ; c'est ce que fit la bourgeoisie, en sa qualité de classe dirigeante de la production capitaliste et de propriétaire de l'argent. Mais plus elle est superflue sur le plan économique, plus elle est réduite à un rôle de classe parasite et plus ce qui faisait sa force s'estompe. Disparaissent alors son prestige et sa supériorité intellectuelle, et il ne demeure finalement, comme seul fondement de sa domination, que le pouvoir d'Etat dont elle dispose, et tous ses moyens d'action. Si le prolétariat veut conquérir le pouvoir, il doit vaincre le pouvoir d'Etat, la forteresse où s'est retranchée la classe possédante. Le combat du prolétariat n'est pas simplement un combat contre la bourgeoisie, *pour* le pouvoir d'Etat en tant qu'objet, c'est aussi un combat *contre* le pouvoir d'Etat. Le problème de la révolution sociale peut s'exprimer, d'une manière concentrée, comme suit : il s'agit de développer la force du prolétariat au point qu'elle soit supérieure à celle de l'Etat ; *le contenu de cette révolution, c'est l'anéantissement et la dissolution des moyens d'action de l'Etat par ceux du prolétariat*.

La force du prolétariat tient en premier lieu à un facteur qui est indépendant de notre action et que nous avons déjà mentionné plus haut : son nombre et son rôle économique, deux facteurs auxquels l'évolution économique donne une importance sans cesse croissante et qui font de la classe ouvrière celle qui joue un rôle toujours plus déterminante dans la société. Par ailleurs, deux autres facteurs importants fondent la puissance de la classe ouvrière, facteurs que l'ensemble du mouvement ouvrier s'efforce de développer : *le savoir et l'organisation*. Dans sa forme première, la plus simple, le savoir est cette conscience de classe qui, progressivement, permet d'accéder à la compréhension de l'essence du combat politique, de la lutte de classe, de la nature du développement capitaliste. La conscience de classe du travailleur le libère de la dépendance intellectuelle vis-à-vis de la bourgeoisie, son savoir politique et social lui permet de briser la supériorité intellectuelle de la classe dominante ; il ne reste plus à celle-ci que la force matérielle brutale. Chaque jour, l'histoire nous montre à quel point l'avant-garde du prolétariat dépasse déjà sur ce plan la classe dominante.

L'organisation rassemble dans un cadre unique des individus qui, auparavant, se trouvaient atomisés. Avant l'organisation, la volonté de chacun s'orientait indépendamment de tous les autres ; l'organisation, cela signifie l'unité de toutes les volontés individuelles agissant dans la même direction. Aussi longtemps que les différentes atomes s'orientent en tous sens, ils se neutralisent les uns les autres et l'addition de leurs actions est égale à zéro ; mais qu'ils se mettent à agir tous dans le même sens, et l'ensemble de la masse se tiendra derrière cette force, derrière cette volonté commune. Le ciment qui les unit et les force à marcher ensemble, c'est la discipline ; grâce à elle, l'activité de chacun ne découle pas de son propre jugement, de sa propre inclination, de son propre

intérêt, mais de la volonté et de l'intérêt de la collectivité. L'habitude contractée dans le travail organisé de la grande entreprise de subordonner sa propre activité à l'ensemble, crée, dans le prolétariat moderne, les prémisses qui permettent de développer de telles organisations. La pratique de la lutte de classe construit de telles organisations, accroît sans cesse leur dimension, leur donne un ciment, la discipline, toujours plus solidement. L'organisation est l'arme la plus puissante du prolétariat. Cette force colossale qui est celle d'une minorité au pouvoir dotée d'une organisation solide ne peut être défaite que par la force plus colossale encore que constitue l'organisation de la majorité.

Le développement constant de ces facteurs (rôle économique essentiel, savoir et organisation) fait que la force du prolétariat vient à l'emporter sur celle de la classe dominante¹ ; ce n'est que quand ces conditions sont remplies que devient possible la révolution sociale. Cela fait apparaître en toute clarté combien la vieille idée d'une conquête rapide du pouvoir politique par une minorité était une illusion. Sans doute cette perspective ne pouvait-elle pas être exclue d'emblée et elle aurait pu donner un formidable élan à l'évolution sociale, si elle s'était réalisée ; mais, dans son essence, la Révolution est tout autre chose. La révolution conclut un processus de transformation radicale qui bouleverse l'essence et l'identité profonde de la masse populaire exploitée. Au cours de ce processus, d'un amas d'individus bornés, ignorants, vivant chacun l'œil rivé sur sa situation propre, n'obéissant qu'à ses intérêts propres, on passe à une armée solidement charpentée, rassemblant des combattants aux vastes desseins, mus par le sentiment de l'intérêt général. Auparavant, nous avions une masse impuissante, docile, d'une inertie de cadavre face à la force dominante qui, elle, est bien organisée et sait ce qu'elle veut, qui manipule la masse à son gré ; et voilà que cette masse se transforme en humanité organisée, capable de déterminer son propre sort en exerçant sa volonté consciente, capable de faire face crânement à la vieille puissance dominante. Elle était passive ; elle devient une masse active, un organisme doté de sa vie propre, cimentée et structurée par elle-même, dotée de sa propre conscience, de ses propres organes.

La condition fondamentale pour que soit abolie la domination du capital, c'est que la masse prolétarienne soit solidement organisée et inspirée par l'esprit du socialisme. Que cette condition soit remplie de manière satisfaisante, et la domination du capitalisme devient impossible. Cet essor des masses, leur organisation, leur accession à la conscience constituent ainsi déjà l'essentiel, le noyau du socialisme. La domination de l'Etat capitaliste qui commence par chercher à entraver par la contrainte le libre développement de ce nouvel organisme vivant se réduit sans cesse davantage à n'être qu'une coquille vide, comme la coquille qui enferme l'oisillon – et éclate. Sans doute, pour en finir avec cette domination, pour conquérir le pouvoir, reste-t-il encore beaucoup de pain sur la planche, le combat est-il loin de toucher à son terme ; mais ce qui compte vraiment, c'est que la croissance de l'organisme prolétarien, le développement de cette force de la classe ouvrière nécessaire à la victoire constituent la base, la condition préalable de cette destruction du pouvoir en place

La conquête du pouvoir politique

L'illusion que le pouvoir puisse être conquis par la voie parlementaire repose sur l'idée fondamentale selon laquelle le Parlement élu par le peuple constitue l'organe législatif le plus important. Si c'était *le régime parlementaire et la démocratie* qui régissaient la société, si le Parlement disposait de l'ensemble du pouvoir d'Etat, si la majorité du peuple disposait du Parlement, le combat politico-parlementaire, c'est-à-dire la conquête progressive de la majorité du peuple par la pratique parlementaire, le travail d'éveil des masses et la lutte électorale constitueraient la voie correcte pour conquérir le pouvoir d'Etat. Mais ces conditions préalables ne sont pas remplies ; nulle part elles ne le sont, et en Allemagne moins qu'ailleurs. Il faut d'abord que ces conditions soient créées par les luttes pour l'aménagement de la Constitution, avant tout par la conquête d'un mode de scrutin démocratique. Si l'on prend le côté formel des choses, il y a deux aspects dans la conquête du pouvoir politique : d'abord la mise en place des fondements constitutionnels de cette lutte, la conquête des droits politiques de la masse et ensuite l'utilisation correcte de ces droits, la conquête de la majorité populaire pour le socialisme. Là où est déjà en place la démocratie, c'est le second aspect qui est le plus important ; mais, inversement, là où de larges masses sont déjà gagnées à notre cause mais où font défaut les droits, comme en Allemagne, le centre de gravité du combat pour le pouvoir ne se situe pas au niveau de la lutte *au moyen* des droits acquis mais de la lutte *pour* les droits politiques.

Cette situation n'est évidemment pas le fruit du hasard ; le fait que fassent défaut les fondements constitutionnels d'une souveraineté populaire dans un pays où le mouvement ouvrier est très développé est la forme nécessaire de la domination du capital. Cela exprime le fait que le pouvoir réel est entre les mains de la classe dominante. Aussi longtemps que ce pouvoir est intact, la bourgeoisie ne peut tout de même pas nous proposer des moyens, même formels, de l'éconduire pacifiquement. Il faut l'abattre, *son pouvoir doit être brisé*. La Constitution exprime le rapport de force entre les classes ; mais cette force doit s'éprouver dans le combat. Une modification du rapport de force entre les classes tel qu'il s'exprime au niveau des droits garantis par la Constitution n'est possible que si les classes qui s'affrontent mettent en œuvre leurs moyens d'action dans cette lutte et se mesurent. Ce qui se présente, sous son aspect formel, comme un combat pour les droits politiques essentiels est en réalité, dans son essence la plus profonde, l'entrechoc des deux classes qui s'affrontent de toute leur force, un combat où elles mettent en œuvre leurs plus puissants moyens d'action, où elles s'efforcent de s'affaiblir et en fin

¹ Nous n'examinons pas ici dans quelle mesure ces facteurs se développent constamment au fil des luttes parlementaires et syndicales ; nous renvoyons à notre texte : « Les divergences stratégiques dans le mouvement ouvrier » où je traite cette question précisément, dans le détail.

de compte de s'anéantir l'une l'autre. Sans doute le combat est-il fait tantôt de victoires et tantôt de défaites, de concessions et de périodes de réactions ; mais il reste qu'il ne peut s'achever que quand l'un des adversaires en présence est abattu, lorsque ses moyens d'action sont anéantis et que le pouvoir politique échoit au vainqueur.

Au cours des combats qui ont eu lieu jusqu'alors, aucune des deux classes en présence n'a été en mesure encore de mettre en œuvre ses plus puissants moyens d'action. La classe dominante, à son grand regret, n'a jamais pu utiliser son arme la plus puissante, sa puissance militaire dans le combat parlementaire et elle a dû assister impuissante, au développement constant de la force du prolétariat. C'est en cela que consiste la signification historique du combat parlementaire comme méthode à l'époque où le prolétariat était encore faible, dans la première phase de son essor. Mais ainsi, le prolétariat n'a pas non plus mis en œuvre ses moyens d'action les plus puissants ; dans cette phase, seul son nombre et sa clairvoyance politique comptaient ; mais n'entraient pas en jeu alors sa place centrale dans le procès de production, pas plus que sa formidable puissance organisationnelle (qui ne fut mise en œuvre que dans le combat syndical, pas dans le combat politique contre l'Etat). Ainsi, les combats qui ont eu lieu jusqu'à ce jour n'ont été au fond que des combats d'avant-poste : de part et d'autre, on conservait en réserve l'essentiel de ses forces. Au cours des luttes pour le pouvoir qui s'annoncent, les deux classes antagonistes devront utiliser leurs armes les plus puissantes, leurs moyens d'action les plus radicaux : *à défaut de cela, aucun déplacement décisif du rapport de force n'est possible*. La classe dominante essaiera d'écraser dans le sang le mouvement ouvrier. Le prolétariat entreprendra des actions de masse, allant *crescendo* du rassemblement le plus simple aux manifestations de rue et aux grèves de masse les plus vigoureuses.

Ces actions de masse présupposent que le prolétariat ait déjà considérablement développé sa force ; elles ne sont possibles qu'à une étape avancée de l'évolution sociale, car elles requièrent des qualités morales et intellectuelles, un savoir et une discipline de la part des travailleurs qui ne peuvent qu'être le fruit de luttes politiques et syndicales de longue haleine. Pour que des actions de masse soient conduites avec succès, il faut que les travailleurs disposent d'une conscience sociale et politique suffisamment développée pour être aptes à discerner et apprécier quelles sont les conditions préalables de telles luttes, leurs effets, leur dangers, lorsqu'on les entreprend et lorsqu'on les interrompt. Que la classe dominante mette brutalement en œuvre son arsenal répressif, qu'elle interdise la presse, interdise les rassemblements, incarcère les dirigeants de la lutte, qu'elle rende impossible aux travailleurs de se concerter normalement, qu'elle cherche à les intimider en proclamant l'état de siège, à les décourager en répandant de fausses nouvelles : le succès de cette politique sera alors suspendu à la clairvoyance plus ou moins grande dont saura faire preuve le prolétariat, à la solidité de sa discipline, à sa confiance en lui-même, à sa solidarité, à la force de son enthousiasme pour la grande cause commune. Dans une telle épreuve, la violence autoritaire de l'Etat bourgeois et l'élan vaillant des masses travailleuses en rébellion se mesurent jusqu'à ce que l'emporte le plus fort.

Nous devons nous préparer à ce que l'Etat ne recule pas devant l'adoption des mesures extrêmes que nous venons d'évoquer. Qu'il soit placé dans une situation offensive ou défensive, le prolétariat cherche toujours, en recourant aux actions de masse, à avoir barre sur le pouvoir d'Etat, à peser sur lui directement, à exercer sur lui une pression morale, le contraindre à se plier à sa volonté. Cela est possible parce que le pouvoir d'Etat est étroitement dépendant de la poursuite normale de l'activité économique. Si le processus de production se trouve perturbé par des grèves de masse, l'Etat se trouve d'un coup placé face à des impératifs anormalement difficiles à remplir. Il doit rétablir l'« ordre », mais comment ? Peut-être est-il en état d'empêcher que les masses manifestent, mais il ne peut les contraindre à retourner au travail ; tout au plus peut-il essayer de les démoraliser. Placé face à ces tâches nouvelles, confronté à la peur et l'émoi de la classe possédante qui incite le gouvernement tantôt à aller de l'avant, tantôt à céder, le pouvoir peut très bien perdre la tête, être incapable de faire montre d'une volonté ferme et unie : l'Etat se trouve alors atteint à la source de son pouvoir, de sa force, de son autorité, il perd confiance en lui-même.

La situation est pire encore quand surviennent des grèves dans les moyens de communication qui perturbent les liaisons entre autorités locales et pouvoir central, en démembrement ainsi tout l'édifice organisationnel, morcellent la pieuvre gigantesque dont les membres se contorsionnent impuissants – comme cela fut le cas un moment pendant la grève d'Octobre au cours de la Révolution russe.

Tantôt le gouvernement aura recours à la force et il dépendra alors de la détermination du prolétariat que cela lui soit profitable ou non ; tantôt il cherchera à apaiser les masses en faisant preuve de souplesse, en faisant des promesses, ce qui signifie alors que la lutte des masses est – entièrement ou partiellement – victorieuse. Bien sûr, l'affaire n'est pas terminée pour autant. Lorsqu'un droit important est conquis, peut intervenir une période d'accalmie pendant laquelle on en tire parti autant que faire se peut. Mais, ensuite, le combat reprendra nécessairement ; le gouvernement ne peut pas se permettre d'accorder des droits politiques qui placent les masses dans une position de pouvoir décisive ; ou alors, s'il doit le faire, il tentera de les lui reprendre par la suite ; par ailleurs, les masses ne peuvent cesser la lutte avant qu'elles n'aient entre les mains les clés du pouvoir d'Etat. Ainsi, le combat recommence sans cesse, organisation contre organisation ; sans répit, le pouvoir d'Etat se trouve exposé à l'action dissolvante, disloquante des actions de masse. Le combat ne cesse qu'avec la complète destruction de l'organisation étatique. *L'organisation de la majorité du peuple a alors manifesté sa supériorité en anéantissant l'organisation de la minorité dominante*.

Mais, pour en arriver là, il faut que les luttes de masse influent de la manière la plus profonde sur le prolétariat lui-même et le transforment. Ces luttes de masse, comme tous les combats politiques et syndicaux menés jusqu'alors, accroissent la force du prolétariat ; simplement, elles le font d'une manière beaucoup plus ample,

beaucoup plus puissante, radicale. Lorsque ont lieu des actions de masse qui agitent l'ensemble de la vie sociale jusque dans ses tréfonds, tous les esprits en sont ébranlés ; c'est avec une attention passionnée que tous, y compris ceux qui, habituellement, se contentent de jeter leur bulletin dans l'urne, suivent l'évolution rapide de la situation. Quant à ceux qui participent à l'action, il leur faut concentrer de façon très intense toute leur attention sur la situation politique qui détermine leur action ; ainsi, leur conscience sociale, leur vision politique globale progresse en ces périodes de crise politique davantage en l'espace de quelques jours que, normalement, en l'espace de plusieurs années. Ces combats placent le prolétariat face à des exigences élevées, tout en faisant apparaître les moyens d'y faire face dans la pratique du combat, les expériences de la victoire et de la défaite. Au fur et à mesure que se développe la lutte, croît la maturité du prolétariat qui le rend apte à mener de difficiles combats par la suite.

Il ne s'agit pas là seulement de la conscience politique, mais aussi de l'organisation, même si, souvent, on affirme le contraire. On redoute souvent qu'au fil de ces dangereux combats, l'organisation prolétarienne, son atout le plus fort, ne risque d'être anéantie ; c'est cette crainte qui fonde l'aversion qu'inspire l'utilisation de la grève de masse chez ceux qui consacrent tout leur temps à diriger les grandes organisations prolétariennes de notre époque. Ils craignent que dans cet affrontement entre les organisations prolétariennes et celle de l'Etat, les premières qui sont les plus faibles aient nécessairement le dessous. C'est que l'Etat a encore le pouvoir de dissoudre sans autre forme de procès les organisations ouvrières qui s'aventurent à engager le combat contre lui, de les empêcher de poursuivre quelque activité que ce soit, de saisir leurs caisses, d'emprisonner leur dirigeants ; et il est certain qu'il ne se laissera pas retenir sur cette voie par quelque scrupule juridique ou moral. Pourtant, ces actions violentes ne lui seront d'aucune utilité ; ce faisant, il ne peut détruire que l'enveloppe extérieure de l'organisation du prolétariat, pas son être même. Il ne faut pas confondre l'organisation du prolétariat que nous considérons comme son moyen d'action le plus important et les organisations et associations dans leur forme actuelle qui sont le cadre de l'action du prolétariat dans une situation où, comme aujourd'hui, l'ordre bourgeois est encore stable. *Dans son être même, cette organisation est quelque chose d'intellectuel qui représente un total bouleversement dans l'identité des prolétaires.* Peut-être la classe dominante anéantira-t-elle en apparence les organisations existantes en faisant donner sans scrupule ses forces de police et sa justice ; mais cela ne suffira pas à faire retomber les travailleurs dans l'état d'atomisation qui était auparavant le leur, à une époque où ils n'agissaient qu'au gré de leurs humeurs, de leurs intérêts. Ils demeurent animés par le même esprit, la même discipline, la même cohésion, la même habitude de l'action organisée et ils trouveront ainsi de nouvelles formes d'action. Sans doute une agression de la classe dominante comme celle que nous avons évoquée peut-elle porter un coup sévère au prolétariat, mais sans briser *l'essentiel* de sa force, pas plus que la loi contre les socialistes ne put abattre le socialisme, même si cette loi empêchait l'organisation et l'agitation socialistes sous leur forme normale.

Inversement, l'organisation est considérablement renforcé par les luttes de masse. De telles luttes secouent des centaines de milliers de travailleurs qui n'adhèrent pas encore, aujourd'hui, à notre cause – qu'ils soient indifférents, craintifs ou sceptiques – et les entraînent au combat. Dans le cours indolent de l'Histoire, fait du train-train de la lutte quotidienne, tel que nous l'avons connu jusqu'à nos jours, les divergences idéologiques jouent un grand rôle et divisent les travailleurs ; mais en période révolutionnaire, quand le combat prend une tournure plus radicale, quand il tranche rapidement la situation, c'est le sens de classe naturel qui s'impose irrésistiblement – et si ce n'est pas du premier coup, ce sera d'une manière d'autant plus certaine par la suite. Ce processus renforcera la solidité de l'organisation ; la discipline, soumise à l'épreuve la plus rude par ces combats difficiles deviendra solide comme l'acier : c'est qu'elle *doit* le devenir. Ce sont ces combats eux-mêmes qui accroîtront la force encore insuffisante du prolétariat au point qu'il devienne capable d'affirmer sa domination sur la société.

Mais la classe dominante ne pourra-t-elle pas infliger aux travailleurs au cours de ces luttes de masse une défaite certaine, en mettant en œuvre ses armes les plus acérées, en recourant à une violence sanglante ? Elle a montré, à l'occasion des manifestations pour la réforme du système électoral du début de 1910 qu'elle ne recule pas devant l'emploi d'une telle violence. Mais il est apparu à la même occasion que le sabre du sergent de ville ne peut rien face à une masse populaire déterminée. On a pu, en le brandissant, gravement toucher un certain nombre de gens, mais pas intimider la masse au point qu'elle renonce à son dessein, à manifester, alors que des centaines de milliers de personnes étaient là, déterminées, enthousiastes, disciplinées. Il en va autrement lorsque c'est l'armée qu'on met en œuvre contre les masses populaires ; celles-ci ne peuvent manifester quand elles essuient les salves de troupes régulières lourdement armées. Mais cela n'avance pas beaucoup la classe dominante. Car ce sont les fils du peuple qui composent l'armée, et, de plus en plus, notamment, des jeunes prolétaires qui ont acquis à la maison des éléments de conscience de classe et les ont apportés à l'armée. Cela ne signifie pas que cette armée puisse aussitôt échapper aux mains de la bourgeoisie : la discipline de fer va, mécaniquement, pour ainsi dire, refouler toute réflexion critique.

Mais ce qui était, dans une certaine mesure, vrai des anciennes armées de mercenaires, à savoir qu'à long terme on ne pouvait les utiliser contre le peuple, l'est plus encore des armées populaires modernes. Même une discipline de fer ne résiste pas à pareil emploi. Rien n'ébranle aussi sûrement la discipline que l'injonction (parfois suivie d'effet) faite aux soldats de tirer sur leurs frères de classe, sur le peuple, alors qu'il ne prétend rien faire d'autre que se rassembler ou défilier pacifiquement. C'est précisément pour conserver intacte la discipline de l'armée au cas où éclaterait une révolution que le gouvernement des Junkers a évité jusqu'alors, en Allemagne, d'utiliser la troupe contre les grèves. C'est là un habile calcul, mais cela ne suffira pas à le tirer d'affaire. Les réactionnaires qui ne cessent d'appeler à une « solution militaire » de la question ouvrière ne se doutent pas que, ce faisant, ils ne font qu'accélérer leur propre chute. Si la gouvernement est contraint d'utiliser l'armée contre les

actions de masse du prolétariat, cette arme perd autant de sa force intrinsèque. Elle est comme un glaive étincelant qui inspire le respect, peut infliger de profondes blessures, mais commence à perdre son tranchant dès qu'on l'utilise. Et, si elle vient à perdre cette arme, la classe dominante perd son ultime, son plus puissant moyen d'action, elle reste sans défense.

La révolution sociale est le processus de la dissolution progressive, graduelle de l'ensemble des moyens d'action de la classe dominante, en particulier de l'Etat, le processus au cours duquel s'édifie de manière constante la force du prolétariat, ceci jusqu'à son complet achèvement. Il faut qu'au début de ce processus le prolétariat ait accédé à un niveau relativement élevé de compréhension politique fondée sur la conscience de classe, de force intellectuelle et de solidité organisationnelle pour qu'il soit capable d'entreprendre les combats difficiles qui succèdent à cette phase ; mais ce n'est pas tout, pourtant. Si le prestige de l'Etat et de la classe dominante qui les considèrent comme leurs ennemis est alors ruiné dans les masses, le pouvoir matériel de la bourgeoisie est encore intact. Au terme du processus révolutionnaire, il ne reste plus rien de ce pouvoir ; le peuple travailleur dans son ensemble est devenu capable d'assurer sa domination, bien organisé, déterminant son propre sort en connaissance de cause, il peut commencer à prendre en main la production.

L'action de la masse

Dans la *Neue Zeit* du 12 au 27 octobre [1911], le camarade Kautsky analyse, dans une série d'articles intitulée « L'action de masse », les formes, les conditions et les effets des actions de la grande masse populaire. Sans doute ces articles ont-ils suscités par le fait qu'au cours des dernières années la question des actions de masse a sans cesse été agitée avec plus de vigueur ; mais il faut dire tout de suite que la façon dont Kautsky pose le problème ne permet pas de répondre à la véritable question, telle qu'elle se pose dans la pratique. Kautsky souligne au début de son article qu'il ne veut pas dire, évidemment, en évoquant l'action de masse, que les actions de la classe ouvrière organisée deviennent sans cesse plus massives du fait de la croissance de ses organisations ; mais bien qu'il a en vue l'entrée en scène de la « grande masse populaire inorganisée qui se rassemble de manière occasionnelle, pour se séparer ensuite, de ce qu'on appelle la « rue » . . . En constatant, ajoute-t-il, que les actions politiques et économiques deviennent toujours plus des actions de masse, « on n'affirme nullement que cette forme particulière d'action de masse que l'on décrit pour faire vite comme l'action de la rue soit appelée à jouer un rôle sans cesse croissant ».

Pour Kautsky, il y a donc deux formes d'action extrêmement différentes. D'un côté la lutte des travailleurs sous la forme que l'on a connue jusqu'alors, celle d'un petit détachement d'élite du peuple, de la classe ouvrière organisée qui représente peut-être un dixième seulement de l'ensemble de la masse qui ne possède rien, et qui mène de son côté son combat politique et syndical. De l'autre côté, nous aurions l'action de la grande masse inorganisée, de la « rue » qui, pour une raison quelconque, se soulève et joue ainsi un rôle historique. La question, dit Kautsky, est de savoir si la première figure sera, à l'avenir, la seule qui donnera sa configuration au mouvement prolétarien, ou si la seconde, l'action de masse, jouera encore un rôle important.

Mais lorsque, dans la discussion interne au Parti, au cours des dernières années, on a souligné le caractère inévitable ou encore l'opportunité des actions de masse, ce ne fut jamais en se fondant sur cette opposition. Ces positions ne se fondaient ni sur la simple affirmation que nos combats deviennent plus massifs, ni sur celle que les masses inorganisées entrent sur la scène politique, mais sur un troisième : à savoir que se dessine *une nouvelle forme particulière d'activité des travailleurs organisés*. C'est le développement du capitalisme moderne qui a contraint le prolétariat conscient de ses intérêts de classe à adopter ces nouvelles formes d'action. Gravement menacé par l'impérialisme, il doit mettre en œuvre sa volonté de la manière la plus énergique face aux autres forces puissantes que suscite le capitalisme dans sa lutte pour que lui soient reconnus davantage de droits, davantage de prérogatives dans l'Etat ; il doit le faire de manière plus énergique que ne le peuvent les discours de ses représentants au Parlement. Il doit agir par lui-même, se lancer dans le combat politique, chercher à infléchir l'attitude de la bourgeoisie et du gouvernement en faisant peser le poids des masses qu'il représente. Quand nous parlons d'actions de masse, de leur nécessité, nous voulons désigner par là une activité politique extra-parlementaire de la classe ouvrière organisée, activité par laquelle elle agit directement sur la politique, au lieu de le faire par le truchement de ses représentants. Ces actions de masse ne sont pas synonymes d'action de « la rue », même si les manifestations de rue en sont une forme, la plus puissante de ces actions, la grève de masse, signifie, elle, que les rues sont désertes. Les luttes syndicales qui mettent en branle d'emblée les masses constituent d'elles-mêmes, dès qu'elles engendrent des effets politiques d'importance, une transition vers ces actions de masse politiques. Lorsqu'on envisage la question pratique des actions de masse, il ne s'agit rien d'autre que d'une extension du champ d'activité des organisations prolétariennes.

Ces actions de masse s'opposent d'une manière absolument radicale aux mouvements populaires antérieurs dans le cours de l'histoire et que Kautsky analyse comme actions de masse. Au cours de ces mouvements, les masses se rassemblaient un instant, agglomérées par un puissant courant social qui les dotait d'une volonté commune ; ensuite, la masse se redécomposait et les individus redevenaient les atomes dispersés qu'ils étaient auparavant. Mais maintenant, les masses sont déjà organisées, leur action est élaborée, préparée d'avance et, quand elle s'achève, l'organisation demeure.

A cette époque, lors des anciennes actions de masse, il ne pouvait s'agir que de renverser un régime honni, donc de conquérir momentanément le pouvoir par un acte révolutionnaire unique ; mais comme, une fois ce but atteint, la masse se dissolvait, le pouvoir retombait entre les mains d'un petit groupe ; et, même si le peuple essayait d'ancre son pouvoir en imposant le suffrage universel, cela ne suffisait pas à empêcher que s'établisse la

domination d'une nouvelle classe. Nos actions de masse visent également, d'ailleurs, la conquête du pouvoir, mais nous savons qu'elle ne peut être le fait que d'une masse populaire socialiste et hautement organisée. C'est pour cette raison que le but *immédiat* de nos actions ne peut être toujours qu'une réforme déterminée, la perspective d'une concession que l'on arrachera à l'ennemi, qui diminuera d'autant sa force et fera progresser d'autant la nôtre. Dans le passé, le pouvoir du peuple ne pouvait être construit de manière permanente et sûre ; la masse populaire ne pouvait s'exprimer que par des éruptions soudaines et violentes qui jetaient bas une domination oppressive ; mais ensuite, toute cette force retournait au néant et une domination nouvelle venait s'abattre sur la masse populaire impuissante. L'élimination de toute domination de classe comme nous le concevons n'est possible que parce qu'existe un pouvoir populaire permanent qui se construit pas à pas et de manière inexorable jusqu'au point où sa force sera telle qu'il écrasera tout simplement le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie et le dissoudra dans le néant. Autrefois, il fallait que les soulèvements populaires l'emportent sur toute la ligne, ou, s'ils n'avaient pas la force de le faire, ils échouaient totalement. Nos actions de masse ne peuvent pas échouer ; même si nous n'atteignons pas le but que nous nous sommes assigné, ces actions ne sont pas vaines, car même des retraites temporaires contribuent à la victoire future. Les actions de masse d'autrefois n'entraînaient toujours qu'une fraction minimale de la population : il suffisait qu'une partie des classes populaires se soulève et s'ameute dans la capitale pour que tombe le gouvernement ; on ne pouvait, de toute façon, guère espérer davantage. Aujourd'hui aussi, nos actions de masse ne rassemblent au début qu'une minorité ; mais elle entraînent dans l'action des secteurs toujours plus importants de la population qui se tenaient auparavant à l'écart de ces actions, elles les entraînent à grossir les rangs de notre armée : ainsi, l'ensemble des actions de masse finit par entraîner l'action de la grande masse populaire exploitée qui rend impossible la poursuite de toute domination de classe.

Si nous soulignons avec insistance l'opposition entre ce que l'on entend, dans la pratique du Parti, par action de masse et ce que Kautsky entend par là, cela ne nous dispense pas pour autant de prêter attention à son analyse. Car on ne peut exclure qu'éclatent dans l'avenir de brusques et puissantes soulèvements des masses inorganisées, rassemblant des millions de personnes contre un gouvernement. Kautsky démontre dans le détail – à très juste titre – que l'existence de l'action parlementaire et du mouvement syndical, loin de rendre superflues les actions de masse directes, les rendent au contraire pour la première fois vraiment possibles. L'enchérissement de la vie et la guerre qui, dans le passé, ont si souvent poussé les masses sur la voie de soulèvement révolutionnaires se profilent à nouveau comme quelque chose de tangible. C'est pour cette raison qu'il est d'une importance vitale que nous étudions ce qui fonde de telles actions de masse spontanées, que nous étudions leurs conséquences, en analysant autant que possible les faits historiques.

Et pourtant, la manière dont Kautsky procède à cet examen ne peut que susciter de sérieuses réserves. Il suffit d'examiner le résultat auquel il parvient pour se convaincre que sa méthode est défectueuse. Car quelle est l'impression générale que retire le lecteur de son second article où est analysée l'intervention de la masse dans l'histoire ? Il en ressort que parfois l'action de la masse va dans un sens révolutionnaire, parfois dans un sens réactionnaire ; la masse détruit, et parfois cela est utile, parfois nuisible ; parfois elle se lance dans l'action lorsqu'on s'y attend le moins, et parfois elle se dérobe totalement lorsqu'on compte sur son entrée en scène.

Les formes d'apparition et les effets de l'action de masse peuvent ainsi être des plus divers ; il est difficile de les évaluer à l'avance, car les facteurs qui les déterminent sont infiniment complexes. L'effet produit par ces actions est presque toujours surprenant, tantôt il dépasse toutes les espérances et tantôt il suscite la déception.

Bref, on ne peut en réalité rien dire de ces actions, en ce qui les concerne on ne peut compter sur rien de déterminé, tout est aléatoire et incertain. Le résultat de l'analyse de Kautsky n'en est donc pas un ; en dépit de nombreuses remarques de détail intéressantes et précieuses, son analyse est demeurée sans résultat. A quoi cela tient-il ? Nous ne pouvons mieux faire pour le dire que citer ce que nous écrivions il y a sept ans afin de critiquer la conception téléologique de l'histoire (*Neue Zeit*, XXIII, t. 2, p. 423 : Marxisme et téléologie) :

« Si l'on prend la masse dans son sens tout à fait général, l'ensemble du peuple, il apparaît que, dans la mesure où se neutralisent réciproquement les conceptions et volontés divergentes des uns et des autres, il ne reste apparemment rien d'autre qu'une masse sans volonté, fantasque, adonnée au désordre, versatile, passive, oscillant de-ci de-là entre diverses impulsions, entre des mouvements incontrôlés et une indifférence apathique – bref, comme on le sait, le tableau que les écrivains libéraux peignent le plus volontiers du peuple. En fait, les chercheurs bourgeois pensent qu'en raison des différences infinies qui existent entre les individus, faire abstraction de l'individu, c'est en même temps faire abstraction de tout ce qui fait de l'homme un être doté de volonté, un être vivant, si bien qu'il ne demeure alors qu'une masse dépourvue de toute qualité. Car pour eux, entre la plus petite unité, la personne individuelle et le grand Tout dans lequel sont supprimées toutes les différences, la masse inerte, il n'y a pas d'intermédiaire ; ils ne connaissent pas les classes. A l'opposé, c'est la force de la doctrine socialiste que d'avoir apporté un principe d'ordre et un système d'interprétation de l'infinie variété des individualités humaines, en introduisant le principe de la division de la société en classes. Dans chaque classe, on trouve les individus ensemble, qui ont en gros les mêmes intérêts, la même volonté, les mêmes conceptions qui s'opposent à ceux des autres classes. Que l'on identifie dans les mouvements de masse historiques les différentes classes, et l'on voit aussitôt émerger d'un impénétrable brouillard une image claire du combat entre les classes, avec ses phases successives d'attaque, de retraite, de défense, de victoire et de défaite. Il suffit de comparer les descriptions que Marx a données des Révolutions de 1848 avec celles d'auteurs bourgeois. La classe est, dans la société, le général, qui conserve en même temps un contenu

particulier ; que l'on supprime ce caractère particulier pour tomber dans un concept de l'Humain en général, et il ne demeure rien de particulier. Une science sociale ne peut avoir de contenu que si elle s'occupe des classes, c'est-à-dire d'un cadre où disparaît le caractère aléatoire de l'individualité humaine, mais où, en même temps, est demeuré l'essentiel de l'homme, une volonté, une façon de sentir particulières, différentes des autres, sous une forme pure, abstraite. »

Personne, parmi les disciples de Marx, n'a mis en relief avec autant de force que Kautsky dans ses écrits sur l'Histoire l'importance de la théorie marxiste pour celui qui étudie l'histoire ; et s'il traite de façon si lumineusement claire tous les sujets qu'il aborde, c'est essentiellement parce qu'en chaque chose il va droit aux classes, à leur situation, à leurs intérêts, à leurs visions des choses et explique leurs actions à partir de ces données. Mais, dans le cas présent, il a oublié son équipement marxiste à la maison, et c'est pour cela qu'il ne parvient à rien. Nulle part dans son exposé historique il n'est question du caractère de classe spécifique des masses ; quand il fait référence à Le Bon et Kropotkine et polémique contre eux, il ne met l'accent que sur la dimension psychologique des choses qui n'est qu'accessoire, mais il ne prend pas en considération l'essentiel, l'aspect économique où s'enracinent les différences de forme et de but des mouvements de masse. L'action du lumpenprolétariat qui ne sait que piller et détruire sans poursuivre des buts qui lui soient propres, l'action des petits-bourgeois qui sont montés sur les barricades à Paris, l'action des salariés d'aujourd'hui qui arrachent par une grève de masse des réformes politiques, l'action des paysans dans des pays économiquement arriérés – comme en 1808 en Espagne ou au Tyrol – contre la volonté de greffer artificiellement des lois modernes, toutes ces actions sont différentes les unes des autres et ne peuvent être comprises quant à la spécificité de leurs méthodes et des effets qu'elles engendrent que si l'on examine la situation de classe et les sentiments de classe qui étaient à l'origine de ces mouvements. Mais si on les jette tous indistinctement dans le même sac sous le label « action de masse », il n'en sortira qu'un méli-mélo qui nous apportera tout sauf la clarté. Présenter la guerre de guérilla espagnole comme une action de masse réactionnaire qui chassa les Français (qui se consacraient à une œuvre utile) pour remettre en selle une « racaille réactionnaire » composée de « curés, de propriétaires terriens et de courtisans », cela peut apparaître sympathique en ces temps de lutte contre le bloc de Junkers et des cléricaux, mais cela n'est pas conforme pour autant à la méthode historique qui est habituellement celle du camarade Kautsky. Quand il évoque la bataille de Juin comme l'exemple à méditer d'une action de masse provoquée par le gouvernement et écrasé dans le sang, ceci afin que les générations actuelles en fassent leur profit et leur bénéfice, il manque à sa démonstration l'essentiel : dans ce cas-là, deux masses se faisaient face, l'une bourgeoise, l'autre prolétarienne. Ainsi, tout événement historique se trouve placé sous un mauvais éclairage, si l'on essaie, en négligeant ce qui fait l'essentiel de sa spécificité, de le mettre sous le signe de l'abstraction généralisante et vide de l'action de masse.

C'est là un défaut que l'on trouve dans le troisième article de Kautsky où il examine les « transformations historiques des actions de masse ». Dans cet article où il analyse les conditions et les effets des actions de masse du prolétariat, Kautsky, une nouvelle fois, nous livre nombre de réflexions précieuses et importantes ; il reste pourtant que c'est la base même de ses développements qui, en général, appelle la critique. Kautsky voit que les actions de masse modernes seront d'une autre nature que celles du passé ; mais il cherche le fondement de cette différence avant tout dans le développement de l'organisation du prolétariat et dans celui de sa conscience historique.

« Mais, même si l'on conçoit que les actions de masse qui naîtront de cette situation seront très puissantes, elles seront différentes de celles que nous avons connues. Les quarante dernières années pendant lesquelles le prolétariat a pu jouir des droits démocratiques et s'organiser ne peuvent s'être écoulées sans laisser de trace. Le nombre d'éléments organisés, conscients dans la masse est devenu trop important pour que ces éléments ne fassent pas entendre leur voix lors d'explosions spontanées, quelle que soit la puissance de l'exaspération dont elles surgissent, quelle que soit la soudaineté avec laquelle elles apparaissent, et quand bien même y fait totalement défaut une direction agissant de façon concertée. »

Kautsky fait totalement disparaître ici ce qui fonde pour l'essentiel l'opposition entre les actions de masse du passé et celles d'aujourd'hui et demain : *le fait que les masses modernes ont une tout autre composition sociale que celles du passé.* Même les masses inorganisées d'aujourd'hui doivent agir tout autrement que les masses populaires d'antan : ce sont des masses *prolétariennes* par opposition à des masses *bourgeoises*. Les mouvements de masse que nous avons connus dans l'histoire étaient des actions mues par des masses bourgeoises ; c'étaient des artisans, des paysans, des ouvriers de sensibilité petite-bourgeoise travaillant dans de petites entreprises et chez les paysans, qui y entraient en action. Ces classes étant individualistes, en raison de la nature de leur activité économique, la masse, nécessairement, éclatait en petites unités dispersées dès que l'action était achevée. Aujourd'hui, les grandes masses agissantes sont constituées essentiellement de prolétaires, de travailleurs qui sont au service du grand capital, dont le caractère de classe est tout différent et dont la façon de penser, de sentir, d'être, est toute différente de celle de la petite-bourgeoisie.

Mise en regard de cette différence fondamentale de nature entre les masses d'hier et d'aujourd'hui, l'opposition entre masses organisées et masses inorganisées ne devient certes pas insignifiante – car la différence est grande entre des membres de la classe ouvrière dotés des mêmes dispositions selon qu'ils ont une formation politique et une expérience – mais, du moins, secondaire. Nous avons insisté à plusieurs reprises déjà sur le fait que toutes les catégories de travailleurs ne peuvent pas être organisées dans le même mesure. Précisément, ce sont les travailleurs des entreprises capitalistes les plus développées et les plus concentrées, ceux de l'industrie lourde aux mains des cartels, ceux des chemins de fer, partiellement aussi ceux des mines, qu'il est beaucoup

plus difficile d'organiser que ceux de la grande industrie moins concentrée. La raison en est évidente : ces travailleurs ont en face d'eux la puissance du capital – ou celle de l'Etat-patron –, une force si colossale et accablante que toute idée de résistance, y compris au moyen de l'organisation, y apparaît vouée à l'échec. Ces masses, dans leur essence profonde, sont aussi prolétariennes que d'autres ; le travail au service du capital leur a inculqué une discipline instinctive. Leurs luttes ont revêtu, jusqu'alors, le caractère d'explosions spontanées ; mais, en ces occasions, elles ont fait montre d'une discipline et d'une solidarité étonnantes, d'une inébranlable fermeté dans le combat dont on a eu ces dernières années, en Amérique particulièrement, de beaux exemples avec les grèves des masses inorganisées employées par les trusts. Certes, il leur manque l'expérience, l'endurance, la clairvoyance qui ne peuvent être acquises que par une très longue pratique du combat. Mais ces masses ne présentent plus trace de cet individualisme ancien de la petite-bourgeoisie inorganisée. Du fait de leur situation de classe, elles saisissent en un clin d'œil les enseignements de l'organisation et de la lutte de classe socialiste, et elles s'entendent à en tirer profit. Quand on dit que ces masses ne sont pas organisables ou qu'elles le sont difficilement, cela ne renvoie qu'à la forme de l'organisation sociale actuelle, pas à la discipline au combat, pas à l'esprit d'organisation, pas à la capacité de prendre part aux actions de masse prolétariennes. Qu'à la faveur de quelque événement la puissance du capital n'apparaisse plus intouchable et d'une supériorité écrasante, et les voilà qui entrent en lutte, et il n'est nullement à exclure qu'elles jouent dans les actions de masse un rôle plus grand encore, qu'elles constituent des bataillons plus valeureux encore que la masse de ceux qui sont actuellement organisés.

Aussi, l'action de la masse inorganisée vient-elle rejoindre d'elle-même celle des masses organisées que nous avons considérée pour commencer. Les actions de masse décidées par la classe ouvrière organisée drainent rapidement d'autres couches du prolétariat et se transforment petit à petit en actions embrassant l'ensemble de la classe prolétarienne. Ainsi s'estompe le contraste qui apparaît souvent aujourd'hui comme si important entre organisés et inorganisés ; non pas parce que ces derniers s'assimilent maintenant aux cadres des organisations existantes – car il n'est pas certain du tout que celles-ci vont pouvoir conserver sans problème leur forme actuelle – mais au sens où les nouvelles formes de combat qui apparaissent permettent à tous de mettre en œuvre de la même façon leur sens de la discipline, de la solidarité, leur conscience socialiste, leur dévouement à leur classe. La tâche de la social-démocratie – qu'elle s'incarne dans la forme actuelle d'organisation du Parti ou quelque autre cadre – c'est d'agir comme l'expression intellectuelle de ce qui vit dans la masse, de diriger son action, de forger son unité.

Tout autre est l'impression que l'on retire de l'exposé de Kautsky. De même qu'il résulte de son examen du cours de l'histoire que l'on ne peut rien dire de précis d'une action de masse, de même il voit dans les actions de masse à venir des éruptions puissantes qui déferleront sur nous de manière totalement imprévisible, comme un cataclysme naturel, un tremblement de terre, par exemple. Jusqu'à ce que se produisent de tels mouvements, le mouvement ouvrier n'a qu'à continuer d'agir comme il l'a fait jusqu'à présent ; les élections, les grèves, le travail parlementaire, le travail d'éducation des masses, tout continue comme avant, en s'amplifiant progressivement sans rien changer d'essentiel au cours des choses ; ceci jusqu'à ce qu'un jour, suscité par quelque motif externe, ait lieu un colossal soulèvement populaire qui, peut-être, reversera le régime existant : exactement, donc, selon le modèle des révolutions bourgeoises, avec cette simple différence que le Parti et son organisation sont maintenant prêts à prendre le pouvoir en main, à établir solidement les fruits de la victoire au lieu de profiter de leur nouvelle position dominante pour manger les marrons que la masse a tirés du feu, ils sont prêts au contraire à en faire profiter tout le monde. On retrouve là la théorie que défendait Kautsky il y a deux ans dans le débat sur la grève de masse – l'idée d'une grève de masse conçue comme un acte révolutionnaire unique conçue pour renverser d'un coup la domination capitaliste – et qu'il présente ici sous une forme rénovée. C'est *la théorie de l'expectative passive* – passive non pas au sens où il s'agirait de poursuivre de la même manière le travail parlementaire et syndical – mais au sens où l'on attend passivement que surviennent comme des événements naturels les grandes actions de masse, au lieu de les organiser systématiquement et activement au moment opportun, de les pousser de l'avant. C'est la théorie adéquate à la pratique de la direction du Parti et à sa répulsion pour les actions de masse, et c'est elle seulement qui permet de comprendre dans sa logique la pratique souvent critiquée de la direction du Parti consistant à demeurer les bras croisés aux moments cruciaux où serait nécessaire l'action du prolétariat et à tout faire, lors de la lutte pour la réforme du système électoral, pour mettre un terme aussi vite que possible aux manifestations de rue afin que tout rentre dans l'ordre. Par contraste avec notre conception de l'*activité révolutionnaire* du prolétariat qui repose sur l'idée que celui-ci construit son hégémonie dans une période d'actions de masse montantes et ruine progressivement le pouvoir d'Etat de la classe adverse, cette théorie du *radicalisme passif* considère que l'activité consciente du prolétariat ne peut être porteuse d'aucun changement radical. Ce radicalisme passif converge avec le révisionnisme au sens où il débouche sur l'épuisement de notre activité consciente dans le combat parlementaire et syndical ; il n'est donc pas surprenant que trop souvent, dans la pratique, on le voit se rapprocher de la tactique révisionniste – comme tout récemment à propos de l'accord de désistement.

Ce radicalisme se distingue du révisionnisme dans la mesure où, pour ce dernier, c'est ce type d'activité même qui entraînera le changement, le passage au socialisme ; c'est pour cette raison qu'il se concentre sur les réformes ; au contraire, le radicalisme passif ne partage pas ces attentes, il prévoit des explosions révolutionnaires qui se présentent comme des cataclysmes tout à coup surgis, comme d'un autre monde, indépendamment de notre volonté et de notre action, et qui viennent donner le coup de grâce au capitalisme. C'est « la vieille tactique éprouvée » dans sa dimension négative, érigée en système. C'est la théorie des cataclysmes que nous ne connaissions jusqu'à présent que comme une sottise bourgeoise et qui se trouve promue au rang de doctrine de Parti.

Pour conclure, Kautsky affirme :

« Ce n'est pas en nous fondant sur une théorie générale, mais en analysant la situation actuelle dans sa spécificité que nous en arrivons à considérer que, pour la période à venir, la situation politique est grosse de développements cataclysmiques. Mais la spécificité de cette situation engendre-t-elle la nécessité d'une nouvelle tactique spécifique ? C'est ce qu'affirment certains de nos amis. Ils veulent réviser notre tactique. Il serait plus facile d'aller de l'avant dans cette discussion si ces camarades avançaient des propositions particulières. Ils ne l'ont pas fait jusqu'à présent. Avant tout, il faudrait savoir s'ils exigent de nouveaux *principes* tactiques ou de nouvelles *mesures* tactiques . . . »

La seule chose que nous puissions répondre à cela, c'est tout simplement que nous n'avons pas besoin de faire des propositions : la tactique qui nous paraît juste, *c'est déjà celle du Parti*. Sans qu'il ait été nécessaire d'en faire la proposition, elle s'est réalisée en pratique par les manifestations de rue. En théorie, le Parti l'a adoptée déjà avec la résolution d'Iéna qui évoque la grève de masse comme un moyen à mettre en œuvre pour conquérir de nouveaux droits politiques. Ceci ne signifie pas que nous soyons satisfaits à tous points de vue de la pratique qui a été la nôtre au cours de ces dernières années. Mais on ne peut donner la dimension d'une nouvelle tactique à la revendication que la direction du Parti cesse de considérer qu'il est de son devoir de faire taire autant que possible les actions de masse du prolétariat ou d'interdire les discussions sur la tactique. Quand, de temps à autre, nous parlons d'une nouvelle tactique, ce n'est pas au sens où nous préconiserions de nouveaux principes ou des mesures d'un type nouveau – nous considérons comme allant de soi que l'on agit chaque fois comme la situation l'exige – mais, en le faisant, nous plaçons pour que l'on présente une vision théorique claire *du cours réel des choses*. La tactique du prolétariat se transforme, mieux encore, elle prend de l'extension en adoptant des moyens de lutte nouveaux, plus puissants ; c'est notre tâche, en tant que Parti, de faire en sorte que les masses en prennent clairement conscience, qu'elles comprennent les causes de ce phénomène, mais aussi ses conséquences à plus longue échéance. Nous devons expliquer que la situation qui découle de la croissance des luttes de masse n'est pas un hasard, un phénomène dont on ne peut rien dire, mais qu'elle découle de la situation ordinaire et normale du capitalisme dans la dernière période. Nous devons attirer l'attention sur le fait que les actions de masse qui ont eu lieu jusqu'alors ne sont que le début d'une période de luttes de classe révolutionnaires au fil desquelles le prolétariat, au lieu d'attendre passivement que des événements cataclysmiques viennent, de l'extérieur, ébranler le monde, doit construire lui-même son pouvoir et sa liberté en prenant constamment l'offensive, en allant constamment de l'avant, en s'activant dans un grand esprit de sacrifice. Voilà la « nouvelle tactique » que l'on pourrait à bon droit désigner comme la poursuite naturelle de l'ancienne, comprise dans sa dimension positive.

La lutte contre la guerre

Nous avons décrit plus haut le combat pour une constitution démocratique comme une lutte où se mesurent les forces des deux classes en présence, afin de s'affaiblir l'une l'autre. Mais il est bien clair que l'enjeu de leur affrontement, la lutte pour des droits politiques fondamentaux, n'est que l'enveloppe extérieure du combat, tandis que son *contenu* essentiel est le suivant : les classes font entrer en lice leurs moyens d'action et chacune tente d'anéantir ceux de l'adversaire. C'est pour cette raison que d'autres motifs peuvent déclencher cette lutte ; il n'est pas certain que seule la lutte pour la réforme du système électoral en Prusse puisse susciter de grandes épreuves de force, même s'il va de soi que l'anéantissement du pouvoir de la bourgeoisie implique de lui-même la mise en place d'une constitution démocratique.

Le développement de l'impérialisme crée sans relâche le terrain pour de puissants soulèvements des classes exploitées contre la domination du capital, des affrontements où viennent s'entrechoquer toutes les forces des adversaires en présence. La plus importante des occasions qui peuvent déchaîner ces affrontements, c'est *le danger de guerre*.

Certains pensent qu'il ne faudrait pas, en l'occurrence, parler de danger, sans autre forme de procès. C'est que les guerres sont de grands mouvements qui bouleversent le monde et fraient le chemin aux révolutions. Dans des conditions normales, la masse populaire supporterait encore longtemps avec patience le joug du capital, elle ne trouverait pas l'énergie nécessaire pour se rassembler contre cette domination, la considérant comme intangible ; mais une guerre, surtout quand elle évolue défavorablement, la jette dans l'action, sape l'autorité du régime en place, en dévoile la faiblesse, le rend très vulnérable à l'assaut des masses. Tout ceci est indubitablement vrai et c'est pour cette raison que l'existence d'une classe ouvrière d'orientation révolutionnaire a constitué, au cours des dernières décennies, le plus important facteur de paix. L'indifférence et l'apathie des masses qui sont les plus solides appuis de la domination du capital disparaissent en temps de guerre ; l'exacerbation des passions qu'engendre une guerre ne se transformera pas, dans un prolétariat où est fortement enracinée la doctrine socialiste, en excitation nationaliste, comme cela serait le cas avec des masses dépourvues de conscience politique, mais en détermination révolutionnaire et elle se tournera à la première occasion contre le gouvernement. Cela, le grand capital le sait bien, et c'est pour cela qu'il se gardera de susciter à la légère une guerre européenne qui signifierait par là même une révolution européenne.

Mais il n'en découle aucunement que nous devions appeler de nos vœux, de sang-froid, une guerre. Même s'il n'y a pas de guerre, le prolétariat saura, en développant constamment ses actions, se débarrasser de la domination du capital. Il faut désespérer de la capacité d'action autonome du prolétariat pour voir dans une guerre l'indispensable condition préalable à la révolution.

C'est exactement le contraire qui se passe. Nous ne devons pas trop escompter que la conscience du danger révolutionnaire chez les gouvernants nous épargne la guerre. La soif de pillage impérialiste et les conflits qui en découlent peuvent entraîner dans une guerre qu'ils ne souhaitent pas. Et quand, dans un pays, le mouvement révolutionnaire est devenu dangereux au point de menacer à brève échéance la domination du capital, ce dernier n'a rien à perdre à se lancer dans une guerre et il sera alors bien tenté d'y recourir afin de conjurer ainsi le danger qui pèse sur lui. Mais, pour la classe ouvrière, une guerre représente le pire des maux. Dans le monde capitaliste moderne, une guerre est une terrible catastrophe qui, bien plus que toutes les guerres du passé, anéantit le bien-être et la vie d'innombrables êtres humains. C'est la classe ouvrière qui supporte toutes les souffrances engendrées par cette catastrophe et c'est la raison pour laquelle elle devra tout entreprendre afin de l'empêcher. Elle ne doit pas s'orienter selon la question : que se passera-t-il après la guerre ?, mais selon celle-ci : comment empêcher que n'éclate une guerre ? C'est là une des plus importantes questions tactiques qui se posent à la social-démocratie internationale, qui a été à l'ordre du jour de nombreux congrès où les opinions les plus diverses se sont exprimées à ce propos. Kautsky traite ce problème dans son article pour le 1er Mai de l'an dernier, intitulé *Guerre et paix* (*Neue Zeit*, XXIX, t. 2, p. 97). Il s'y pose la question de savoir si les travailleurs peuvent empêcher une guerre en déclenchant une grève de masse (« Une grève de l'ensemble des travailleurs »), ou s'ils peuvent, par ce moyen, l'étouffer dans l'œuf ; sa réponse est la suivante : c'est assurément possible dans certaines conditions ; quand un gouvernement, par sa seule inconséquence, sa seule stupidité, déclenche une guerre, en l'absence de toute menace d'invasion – par exemple lors de la guerre de l'Espagne contre le Maroc –, le renversement de ce gouvernement par une grève de masse peut amener la paix – ce que le prolétariat espagnol fut malheureusement trop faible pour entreprendre. Seulement, un tel cas de figure ne peut se présenter que dans des pays où le capitalisme est très peu développé, où ce n'est pas la bourgeoisie dans son ensemble, mais un petit groupe seulement qui a intérêt à l'aventure guerrière, où un autre parti bourgeois est prêt à prendre la place du gouvernement, s'il est renversé, où le prolétariat est faible et inoffensif. Quand le prolétariat est assez fort pour mener à bien une grève de masse d'une telle vigueur, l'ensemble des conditions que nous venons d'évoquer fait en général défaut. Mais Kautsky n'analyse pas ces rapports entre les classes, il établit une autre opposition :

« Il en va tout autrement, dit-il, quand une population, à bon ou à mauvais escient, se sent menacée par le pays voisin et n'impute pas la responsabilité de la guerre à son propre gouvernement, quand le pays voisin n'est pas aussi inoffensif que le Maroc, par exemple, qui n'aurait jamais pu porter la guerre en Espagne et quand, au contraire, pèse la menace qu'il envahisse le pays. Un peuple ne craint rien davantage qu'une invasion ennemie. Les horreurs de la guerre contemporaine sont terribles pour tout belligérant, y compris le vainqueur. Mais elles deviennent encore deux ou trois fois plus cruelles pour le plus faible dont le territoire est livré à la guerre. La pensée qui tourmente aujourd'hui les Français comme les Anglais, c'est la crainte d'être envahis par le voisin allemand disposant de forces supérieures.

« Si l'on se trouve dans la situation où la population ne rend pas son propre gouvernement responsable de la guerre, mais l'impute à la malveillance du voisin – et quel est le gouvernement qui n'essaie pas, avec sa presse, ses parlementaires, ses diplomates de faire admettre cette version à la masse de la population ! – si, donc, la guerre éclate dans de telles conditions, toute la population unanime est saisie par le besoin brûlant d'assurer la sécurité des frontières face à ce voisin mal disposé, de se protéger contre son invasion. Dans une telle situation, tous deviennent immédiatement des patriotes, même ceux qu'animent des sentiments internationalistes et s'il se trouvait d'aventure des individus animés du courage surhumain de vouloir refuser et empêcher que l'armée vole aux frontières et soit le plus abondamment pourvue de matériel de guerre, le gouvernement n'aurait même pas besoin de remuer le petit doigt pour les neutraliser. C'est la foule en furie qui les abatrait elle-même. »

Si, avec ses considérations sur l'action de masse nous n'avons pas eu déjà un échantillon de la nouvelle vision de l'histoire de Kautsky, nous aurions peine à croire que ces phrases sont sorties de sa plume. Le phénomène le plus important dans la vie sociale, le fondement de la conception socialiste – l'existence des classes, dotées d'intérêts et de vues opposés – ont ici totalement disparu. Entre prolétaires, capitalistes, petits-bourgeois, plus de différence : les voilà, tous ensemble, devenus une « population » qui « unanimement » fait front contre le méchant ennemi. Ce n'est pas seulement le sentiment de classe instinctif, mais ce sont aussi des décennies de doctrine socialiste qui se trouvent réduites à néant ; les sociaux-démocrates pudiquement désignés ici comme des personnes « animées de sentiments internationalistes » sont tous devenus, à quelques exceptions près, des patriotes. Tout ce qu'ils avaient appris sur la manière dont les intérêts du capital provoquent les guerres est oublié. La presse social-démocrate qui a plus d'un million de lecteurs et les éclaire sur ce que sont les forces motrices de la guerre semble avoir soudainement disparu ou, comme par un coup de baguette magique, avoir perdu toute influence. Les travailleurs sociaux-démocrates qui, dans les grandes villes, constituent la majorité de la population, sont devenus une « foule » qui, pleine de fureur, assomme ceux qui osent s'opposer à la guerre. Autant il est superflu de démontrer que toute cette conception n'a rien à voir avec la réalité, autant il est important d'analyser ce qui la rend possible, ce qui la fonde.

Ce qui la fonde, c'est une conception de la guerre qui reflète les conditions et les effets de la guerre dans le passé, mais n'est plus adéquate aux conditions modernes. Depuis la dernière grande guerre européenne, la structure de la société s'est totalement transformée. A l'époque de la guerre franco-allemande, l'Allemagne et la France étaient des pays agraires dans lesquels se trouvaient disséminées quelques zones industrielles ;

l'économie paysanne et la petite-bourgeoisie imprimaient leur marque à l'esprit du peuple. Ce qui est demeuré présent dans la mémoire populaire et toutes les descriptions de cette guerre, comme dans la vision des choses de Kautsky, ce sont *les incidences de cette guerre sur l'économie paysanne et la petite-bourgeoisie*. Pour ces classes, les horreurs de la guerre – outre le risque de mourir qui pèse sur les appelés – c'est avant tout la perspective d'une invasion ennemie qui dévaste les champs et leurs maisons, fait retomber sur leurs épaules les impôts et contributions les plus lourds, réduisant ainsi à néant leur prospérité péniblement acquise. Ce sont les régions qui sont le théâtre de la guerre qui se trouvent le plus durement frappées ; par contre, celles que ne touche pas directement la guerre ont relativement peu à en souffrir. La vie économique s'y poursuit comme d'habitude ; les femmes, les vieillards et les jeunes peuvent, si besoin est, cultiver les champs et seules la mort ou la mutilation des hommes qui sont partis faire la guerre peuvent porter un sévère coup économique aux familles.

Voilà comment les choses se présentaient en 1870. Aujourd'hui, il en va tout autrement dans les pays importants, à commencer par l'Allemagne. Le développement à un haut niveau du capitalisme a fait de l'activité économique un tout savamment unifié où chaque partie dépend de ce tout de la manière la plus étroite. L'époque où le village et la petite ville se suffisaient quasiment à eux-mêmes presque indépendamment du monde est révolue. Les paysans et petits-bourgeois sont entraînés dans le cercle de la production capitaliste des marchandises. Toute perturbation de ce mécanisme productif très fragile débouche sur un préjudice subi par la grande masse de la population. Ainsi, la guerre exerce sur le prolétariat et tous ceux qui sont dans la dépendance du capital des effets d'une autre nature que ceux d'autrefois. Les horreurs de la guerre, ce ne sont plus quelques champs dévastés, quelques villages incendiés, mais la paralysie de l'ensemble de la vie économique. Le déclenchement d'une guerre européenne, fût-elle seulement continentale, qui appelle sur les champs de bataille des millions d'hommes jeunes, ou encore une guerre maritime qui entrave l'acheminement des matières premières pour l'industrie et des produits alimentaires implique une crise économique d'une extrême vigueur, c'est une catastrophe qui, dans le pays entier, tarit les sources de l'existence de très larges secteurs de la population ; ainsi se trouve paralysé notre organisme social hautement développé, tandis que s'anéantissent avec des armes de guerre sophistiquées d'énormes masses d'hommes, à la chaîne, pour ainsi dire. Cette crise engendre pour le capital des pertes auprès desquelles des maisons incendiées, des champs foulés aux pieds ne sont que bagatelles et qui peut-être sont plus importantes que les coûts directs de la guerre. L'horreur d'une telle guerre ne se limite pas, se concentre à peine sur les zones où se déroulent les batailles, elle s'étend à tout le pays. Même si l'ennemi ne franchit pas les frontières, la catastrophe pour le pays n'en est pas moins grande. Pour un pays capitaliste moderne, c'est n'est pas *l'invasion de l'ennemi, mais la guerre elle-même* qui constitue un grand malheur qui incite à la riposte au premier chef les masses prolétariennes qui ont le plus à souffrir de la crise. Le but de l'action qui mobilise de la manière la plus passionnée les masses, ce n'est pas, comme aux époques anciennes où prédominait la paysannerie, *d'éloigner l'ennemi, mais d'empêcher la guerre*.

C'est là le but sans cesse plus décisif pour le mouvement ouvrier ; ce dont on a débattu dans les congrès internationaux, ce n'est pas de savoir *si* on devait tenter d'empêcher la guerre ou, en bons patriotes, se ruer aux frontières, mais de savoir comment on pouvait, de la meilleure façon, empêcher la guerre. Mais à l'examen des actions qui y sont destinées préside trop souvent une conception mécaniste, comme si on pouvait décider de ces actions à l'avance, les mettre en route au moment voulu et laisser les choses agir d'elles-mêmes. Ainsi, la social-démocratie se présente non pas comme l'expression des masses prolétariennes, de leur emportement soulevé par un sens profond de leurs intérêts de classe, mais comme la « sixième grande puissance » qui entre en lice au moment où les canons devraient commencer à tonner et s'efforce, par d'habiles manœuvres, de faire échec aux opérations militaires des autres grandes puissances. C'est cette conception mécaniste qui présidait à l'idée jadis défendue par les anarchistes et récemment remise au goût du jour par les Français et les Anglais à Copenhague : il s'agirait de jouer un mauvais tour aux gouvernements désireux de se lancer dans la guerre en décrétant une grève des employés des transports et des travailleurs des usines de munitions. C'est à très bon escient que Kautsky rejette cette idée et insiste sur le fait que seule une action de l'ensemble de la classe peut influencer sur un gouvernement.

Mais dans les propres conceptions de Kautsky perce la même conception mécaniste : il s'efforce de découvrir les conditions objectives dans lesquelles une grève de masse déclenchée pour empêcher une guerre peut atteindre son but ou ne pas l'atteindre. Il s'agirait donc pour le prolétariat de décider : ou bien les choses se présentent favorablement pour nous et nous déclenchons la grève de masse et ruinons les projets du gouvernement, ou bien la situation n'est pas propice à une telle action ; alors nous ne faisons rien, nous faisons comme les Berlinoises en novembre 1848 qui ruinèrent habilement les plans de la réaction prête à se lancer dans des actions violentes en laissant entrer les troupes, en se laissant désarmer sans opposer de résistance. Donc, ne dressons aucun obstacle face aux projets du gouvernement et laissons-nous docilement envoyer sur les frontières. Sans doute les choses peuvent-elles se présenter ainsi dans quelque théorie ou dans la tête de dirigeants qui se figurent qu'ils ont vocation d'empêcher, par leur sagesse, le prolétariat de faire des bêtises. Mais dans la réalité de la lutte de classe où s'impose la volonté pleine de passion des masses, un tel choix n'existe pas. Dans un pays capitaliste hautement développé où la masse prolétarienne sent qu'elle incarne la grande force populaire, elle *devra* tout simplement agir si elle veut s'épargner la pire de catastrophes. *Elle doit tenter* d'empêcher la guerre par tous les moyens ; si, voulant jouer au plus malin, elle se dérobaît à la confrontation, cela reviendrait à une reddition sans combat, pire qu'une défaite ; et ce n'est qu'en étant battue et terrassée en tentant cette riposte qu'elle peut prendre conscience de ses faiblesses.

La question n'est pas, bien sûr, de savoir s'il est bon ou recommandable que les choses se passent ainsi ; le problème n'est pas de savoir comment les travailleurs *doivent* agir, mais comment ils *agiront*. En l'occurrence, ce ne sont pas les résolutions et décisions de quelque instance de direction, de quelque organe bureaucratique qui comptent, pas même les organisations ; ce qui est important, ce sont les effets en profondeur que les événements exercent sur les masses. Quand nous disons plus haut que la classe ouvrière « doit » tenter d'intervenir, nous ne voulions pas dire qu'à notre avis les choses doivent se passer ainsi ; nous voulions dire que les choses se passeront ainsi, avec une absolue nécessité. En période normale, il y a toujours dans la vision des choses du Parti comme une part de tradition qui « pèse sur le cerveau des vivants comme un mauvais rêve ». Les périodes de guerre, comme les périodes de révolution, sont des périodes d'extrême tension intellectuelle ; le train-train de la vie quotidienne s'y trouve brisé, les idées enracinées par l'habitude perdent leur force et cèdent la place aux intérêts de classe qui s'imposent dans leur clarté native à la conscience des masses violemment ébranlées par ce choc. Mesurés à ces conceptions nouvelles, aux objectifs nouveaux spontanément surgis des grands bouleversements engendrés par ces événements, les programmes traditionnels des partis pèsent de peu de poids et souvent les partis et groupes sortent complètement transformés du creuset de ces périodes critiques. Un exemple instructif de ce phénomène est fourni par l'effet que fit la guerre de 1866 sur la bourgeoisie allemande. Elle y fit l'expérience que son beau programme de réformes progressistes ne correspondait pas à ses intérêts profonds ; une partie des électeurs laissa tomber les parlementaires libéraux, une partie des parlementaires laissa tomber le programme et se jeta dans les bras du nationalisme et de la réaction gouvernementale.

Cela ne veut pas dire que les résolutions du Parti soient dépourvues d'importance. Sans doute celles-ci ne régentent-elles pas l'avenir et ne font qu'exprimer le degré de clarté avec lequel le Parti envisage l'avenir. Mais plus est grande l'exactitude avec laquelle le Parti examine l'inéluctable cours des choses et ses propres tâches, et plus seront vouées au succès et déterminées les actions du prolétariat. C'est la tâche du Parti de donner une forme unitaire et cohérente à l'action des masses prolétariennes ; il doit pour cela comprendre clairement ce qui emporte les masses, savoir ce qui, à chaque instant, est nécessaire, se placer à la pointe de l'action et, ce faisant, lui donner une formidable impulsion. S'il ne se montrait pas à la hauteur de cette tâche, il ne pourrait certes pas empêcher les explosions de la masse que le submergeraient, mais le conflit surgi entre la discipline du Parti et l'élan au combat, le manque d'unité entre la direction et les masses jetteraient le désarroi dans les actions, les dévoieraient, les désarticuleraient et leur feraient perdre énormément de leur force et de leur efficacité. Les résolutions du Parti, les programmes, les motions d'orientation ne déterminent pas le développement historique, mais sont déterminés par notre capacité à comprendre l'évolution historique dans ce qu'elle a d'inéluctable : voilà une vérité qu'il faut inlassablement rappeler à ceux qui se figurent que le Parti peut créer ou empêcher un mouvement révolutionnaire, en particulier à nos adversaires bourgeois qui dénoncent à grands cris la social-démocratie comme si elle disposait de plans tout prêts pour empêcher l'éclatement d'une guerre, une sorte d'ordre de mobilisation rangé dans un tiroir secret. Mais il faut pas oublier pourtant que le Parti, avec ses résolutions, est en même temps par nature même une partie vivante et active de l'évolution historique, qu'il ne peut être absolument rien d'autre que la troupe d'élite de toute action prolétarienne et qu'ainsi c'est à bon escient qu'il s'attire toute la haine dont sont capables les défenseurs du capitalisme à l'endroit de tout mouvement révolutionnaire.

De divers côtés – de celui de nos propres porte-parole, qui en tirent argument contre les attaques des nationalistes, de celui de camarades étrangers qui nous en font le blâme – on a souvent souligné comme quelque chose de particulièrement important que la classe ouvrière allemande s'est jusqu'à présent refusée à se prononcer en faveur d'un moyen particulier destiné à empêcher l'éclatement de la guerre. On peut néanmoins évoquer la résolution du Congrès de Stuttgart qui laisse ouverte la porte à l'emploi de tous les moyens appropriés contre la guerre. Mais il ne serait pas juste, indépendamment de cela, d'accorder trop d'importance à cette question. Plus que les décrets du Parti, ce qui compte ici, c'est l'état d'esprit des masses. Il est certain que la réserve qui a prévalu jusqu'alors sur cette question exprimait l'état d'esprit des masses qui ressentaient instinctivement qu'elles n'étaient pas de taille à engager la lutte contre toute la puissance du plus solide Etat militaire qui soit. Mais l'accroissement permanent de la puissance du prolétariat entraîne nécessairement des transformations dont les signes sont apparus à plusieurs reprises déjà. Une classe ouvrière qui, quarante années durant, a été formée à l'école du socialisme ne se laissera pas entraîner sur les champs de bataille avec un sentiment de totale impuissance. Le prolétariat allemand qui est en tête de tous les pays de monde pour ce qui est de la force de ses organisations ne peut ni rester passif face aux machinations du grand capital international, ni s'en remettre à de prétendues tendances pacifiques du monde bourgeois. Il ne pourra faire autrement qu'intervenir dès qu'apparaît le danger de guerre et opposer la force de son action aux moyens d'action du gouvernement.

De quel type seront les actions qu'il entreprendra ? Cela dépend pour l'essentiel des conditions, de l'ampleur du danger et des actions de l'ennemi, de la classe dominante. Ces actions se fondent sur le principe très simple que le capital se garde de déclencher la guerre par crainte de la riposte du prolétariat. Mais si le prolétariat s'avère impuissant, indifférent, s'il demeure inactif, alors le danger n'apparaît pas grand à la bourgeoisie et elle se lancera plus facilement dans une guerre. Ainsi, les actions du prolétariat revêtent, sous leur forme première, le caractère d'un avertissement visant à montrer à la classe dominante à quel danger elle s'expose et à l'inciter à la prudence. Face aux appels à la guerre des cercles capitalistes qui y voient leur intérêt, le prolétariat doit exercer une pression sur les gouvernements afin de les intimider. Mais plus est grand le danger de guerre, plus il faut porter l'agitation parmi les couches populaires les plus larges, plus les manifestations seront offensives et radicales, surtout si l'adversaire tente de les réprimer par la violence. S'agissant d'une question de vie ou de mort pour le

prolétariat, il devra en fin de compte recourir aux moyens extrêmes, comme, par exemple, la grève de masse. Ainsi se déploie le combat entre la volonté de guerre de la bourgeoisie et la volonté de paix du prolétariat en un épisode de lutte de classe déchaînée auquel s'applique tout ce qui a été dit auparavant des conditions et des effets des actions de masse pour la conquête d'un mode de scrutin démocratique. Les actions contre la guerre feront prendre conscience aux catégories de travailleurs les plus larges, les mobiliseront, les entraîneront au combat, affaibliront le capital, renforceront le prolétariat. La lutte pour empêcher la guerre qui, dans sa conception mécaniste, se présentait comme un plan habilement préparé d'avance ne peut être, en cas de guerre, que le couronnement d'une lutte de classe dont l'intensité croît d'action en action, d'où la force du pouvoir d'Etat ressort extrêmement affaiblie et celle du prolétariat considérablement accrue.

Kautsky se fonde sur l'opposition suivante : ce n'est que quand nous aurons assis notre domination que le danger de guerre sera écarté ; aussi longtemps que se perpétue la domination capitaliste, il est impossible d'empêcher à coup sûr une guerre. En présentant cette opposition abrupte entre deux formes sociales qui sont censées se succéder sans transition, comme par un saut soudain, Kautsky oublie *le processus de la Révolution* par lequel le prolétariat développe progressivement sa propre force en agissant, tandis que l'on assiste à l'émiettement de la domination du capital. C'est pour cette raison qu'à son alternative nous opposons une troisième voie, celle de « la pratique du renversement » : la lutte dont la guerre est *l'enjeu*, l'effort auquel le prolétariat ne peut se dérober pour empêcher la guerre, tout ceci devient un épisode du processus de la Révolution, une partie essentielle de la lutte du prolétariat pour la conquête du pouvoir.